

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Nous en laisserons le soin aux provinces.

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

DÉPÔT DU VOLUME III DU RAPPORT DU COMITÉ DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'honorable George van Roggen: Honorables sénateurs, j'ai l'honneur de déposer le volume III du rapport du comité permanent des affaires étrangères intitulé «Les relations Canada-États-Unis—Les relations commerciales du Canada avec les États-Unis».

Honorables sénateurs, si vous me le permettez, j'aimerais dire quelques mots au sujet de ce rapport.

Son Honneur le Président: Les honorables sénateurs sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

Le sénateur van Roggen: Honorables sénateurs, je dois avouer qu'après la savoureuse intervention du sénateur Bosa au début de la séance, j'hésite à parler d'un sujet aussi ennuyeux et banal que l'économie. Il n'en reste pas moins que c'est elle qui fait vivre tous les pays. En outre, le comité étudie depuis un certain temps cette question et en particulier dans la perspective de nos relations avec les États-Unis.

Honorables sénateurs, le volume II du rapport du comité au sujet des relations canado-américaines contenait de nombreuses recommandations, mais j'aimerais attirer votre attention plus particulièrement sur la dernière:

Le Comité demande instamment aux gouvernements, aux industries et aux syndicats canadiens d'examiner avec soin les perspectives économiques du Canada, les solutions qu'on peut y apporter ainsi que leurs conséquences. Il les invite à étudier sérieusement l'éventualité d'un libre-échange bilatéral avec les États-Unis.

Forts de cet excellent conseil, nous avons obtenu du Sénat en mai 1980 une extension de notre mandat. Depuis lors, nous avons entendu une soixantaine de témoins et nous avons effectué un voyage d'étude à Washington l'an dernier au cours duquel nous avons entendu entre 20 et 25 autorités américaines en la matière.

Si vous me le permettez, je prendrai quelques minutes pour vous livrer notre vision globale du problème. Chacun sait que notre pays vit du commerce. Nous exportons chaque année près de 26 p. 100 de notre produit national brut et nous importons des produits en quantité sensiblement équivalente. Rares sont les pays dont les exportations représentent une part aussi importante de leur PNB.

Mes collègues voudront bien m'excuser si, au cours de mon intervention, je rappelle un commentateur sportif, mais il est difficile d'y échapper, étant donné que les chiffres changent d'un mois ou d'une année à l'autre. À l'heure actuelle, ces 26 p. 100 de notre PNB correspondent à des échanges de quelque 160 milliards, ce qui inclut à la fois nos exportations et nos importations. Il est bon de noter que près de 70 p. 100 de ce montant, soit 110 milliards, proviennent de nos échanges avec les États-Unis. À ce titre, en ce qui concerne les importations de produits, nous avons un excédent de 5 à 6 milliards. Cet excédent est constitué essentiellement par nos exportations de ressources naturelles. En ce qui concerne les autres exporta-

tions, qu'il s'agisse des dividendes, des transports, des voyages et de tous les biens non matériels que nous échangeons avec nos partenaires commerciaux, notre déficit s'élève annuellement à environ 7 milliards. C'est là une situation chronique grave quand on compare ce chiffre à notre population.

Le pire, c'est qu'en ce qui concerne les produits finis, notre déficit annuel s'élève à plus de 20 milliards. Je crois qu'il atteint cette année 23 milliards, mais ce chiffre n'a pas encore été confirmé. Il s'agit de notre balance des paiements pour les échanges de produits finis.

• (1415)

Il est clair que nos ressources et nos industries extractives ne suffiront tout simplement pas à combler ces déficits—c'est-à-dire rembourser ce gros déficit accumulé dans le secteur des éléments intangibles et des produits finis. Il n'est pas à souhaiter nos plus que nous comptions uniquement sur nos industries extractives pour rembourser ce déficit.

Que devrions-nous donc faire? Le comité recommande de renforcer le secteur manufacturier de façon au moins à annuler le déficit de nos comptes courants. D'après les chiffres que je viens de citer, nous réduirions de moitié environ le déficit aux comptes des biens manufacturés et des produits finis. Si nous y réussissions, avec le surplus qui provient du secteur primaire, nous annulerions presque intégralement le déficit de la balance des paiements du compte courant et nous nous retrouverions dans le noir.

Comment y parvenir? Voilà le problème. Il y a lieu de se poser la question suivante: quelle est la réalité de la situation économique? Environ 11 p. 100 de notre commerce est destiné à la Communauté européenne qui compte environ 350 millions d'habitants, 8 p. 100 au Japon, qui compte 100 millions d'habitants; et environ 70 p. 100 aux États-Unis qui comptent 230 millions d'habitants. Ce qui représente presque 90 p. 100 de tous nos échanges commerciaux. Ainsi, à peine 10 p. 100 de notre commerce est destiné à tous les autres pays de la planète—exception faite de l'Europe, des États-Unis et du Japon—si l'on tient compte de nos ventes de blé, aussi importantes qu'elles soient, à la Chine et à la Russie. Ainsi, ce sont les pays industrialisés de l'Occident, si je puis compter le Japon au nombre des pays de l'Occident, qui nous posent un problème.

Le problème suivant, qui est permanent, découle du fait que 10 p. 100 de nos exportations en Europe consistent en des biens manufacturés; pour le reste, nous n'exportons que des ressources naturelles. Dans le cas du Japon, environ 3 p. 100 des exportations consistent en des biens manufacturés et le reste est consacré aux ressources. Je suis originaire de l'Ouest et je ne veux donc pas démolir l'industrie d'extraction. C'est grâce à elle que l'économie survit en ce moment. Mais dans le cas des États-Unis—ce «gros et méchant partenaire commercial» que nous avons immédiatement au sud de notre frontière—l'on constate que 68 p. 100 de nos exportations consistent en des biens manufacturés. Vers qui d'autre logiquement nous tourner pour régler notre problème si ce n'est vers le pays avec lequel nous pratiquons 70 p. 100 de notre activité commerciale et qui absorbe une quantité infiniment plus grande de nos exportations de produits manufacturés par rapport à tout autre partenaire commercial, à savoir les États-Unis?

[Le sénateur Bosa.]